



DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA F3SCT D06 DU 10 NOVEMBRE 2025

M Président de la F3SCT départementale 06,

Mmes et MM. les membres de la F3SCT,

La FSU 06 tient avant tout à exprimer sa solidarité après l'attaque du 10 septembre 2025 au lycée horticole d'Antibes, où une enseignante a été grièvement blessée et un élève légèrement touché. Ce drame met en lumière le manque de suivi des jeunes en difficulté et l'insuffisance de moyens pour prévenir et accompagner les situations de détresse. La FSU 06 appelle à renforcer les équipes pluridisciplinaires, protéger les personnels et garantir un véritable service public de santé mentale, car l'École ne peut porter seule les défaillances du système.

Mais les enjeux vont bien au-delà de la sécurité. Cette rentrée scolaire 2025 s'ouvre dans un contexte de crise persistante touchant les conditions de travail des personnels et l'accueil des élèves. Les mobilisations actuelles des collèges Fabre et Giono à Nice en témoignent. La FSU apporte tout son soutien à leurs revendications pour un classement dans le dispositif REP et demande que la DSDEN accompagne activement cette démarche.

Alors que notre académie reste l'une des rares à connaître encore une hausse du nombre d'élèves, il est urgent, pour améliorer durablement les conditions de travail, de combler notre retard en matière d'encadrement d'enseignants.

Selon l'enquête internationale Talis 2024, neuf enseignants sur dix aiment leur métier, mais seulement 4 % estiment qu'il est valorisé dans la société — un triste record mondial. La note de la Depp publiée le 4 novembre 2025 confirme que, malgré leur engagement, les enseignants et enseignantes restent parmi les moins reconnus et rémunérés. Leur charge de travail ne cesse d'augmenter : plus de 41 h 30 hebdomadaires, souvent invisibles et non rémunérées, entre cours, tâches administratives, suivi des élèves et missions supplémentaires.

Cette surcharge a des conséquences concrètes sur la santé des personnels. En deux ans, les mi-temps thérapeutiques ont bondi de près de 45 %, reflet d'un mal-être grandissant. Les réformes précipitées, le management toxique, la perte de sens et la violence institutionnelle pèsent lourdement sur les équipes, isolées et épuisées.

L'école inclusive, pourtant essentielle, reste sous-dotée. Vingt ans après la loi sur l'égalité des chances, les élèves en situation de handicap sont trois fois plus nombreux,

mais insuffisamment accompagnés. Les AESH, majoritairement précaires, doivent être enfin reconnues par la création d'un véritable corps de fonctionnaires.

Nous ne pouvons que constater depuis la rentrée 2025, la dégradation des conditions de travail de ces personnels :

- Pressions pour accompagner des élèves non notifié-es par la Maison de l'Autonomie
- Pas d'emploi du temps
- Incessants changements d'élèves voire changements d'établissement au bout de plusieurs semaines d'exercice
- AESH de plus en plus sollicité-es pour effectuer des soins infirmiers qui ne relèvent pas de leurs missions ni de leur formation
- Erreurs dans la gestion de leur paye, etc.

Ces conditions défavorables découragent même les plus expérimentées dont certaines envisagent de démissionner alors même que l'institution peine déjà à recruter suffisamment d'AESH pour couvrir tous les besoins d'accompagnement. La FSU dénonce cette situation et demande qu'une attention toute particulière soit apportée au bien-être au travail de ces personnels déjà soumis à la précarité et à des rémunérations indignes.

Parallèlement, les situations d'élèves hautement perturbateurs se multiplient, fragilisant les classes et les personnels. Pour les élèves comme pour les enseignants, il est urgent de donner à l'École les moyens humains et matériels nécessaires à une inclusion réelle et digne. Le bricolage a assez duré.

Enfin, sur le plan des droits des personnels, la FSU réitère son profond désaccord face au maintien du jour de carence et à la rémunération limitée à 90 % pendant le congé de maladie ordinaire (CMO). Ces dispositifs, profondément injustes, accentuent la précarisation des agents et sanctionnent celles et ceux qui tombent malades. La FSU réaffirme avec force que la santé n'est pas un privilège, mais un droit fondamental, et exige la suppression immédiate du jour de carence ainsi que le rétablissement du plein traitement pour tous les agents en congé maladie.

Pour finir, la FSU 06 tient à remercier le service de Mme Ullrich, ainsi que les partenaires et les membres de la F3SCTD06 pour la qualité du travail accompli. Elle regrette par contre que les collectivités territoriales de rattachement ne soient pas plus réactives suite aux préconisations issues de nos visites. La FSU poursuivra son action cette année encore pour que les conditions de travail de nos collègues soient défendues comme il se doit !

Merci pour votre écoute.